



REVUE DE PRESSE

Du 19 & 20 octobre 2022

Mission Communication

SOMMAIRE

01 **HEBERGEMENT** P3

FUTUROSCOPIE : L'HOTELLERIE DIFFUSE OU DISPERSEE, UNE SOLUTION D'AVENIR ? ...P3

02 **ECONOMIE** P6

POURQUOI LA GUERRE VA PLOMBER LA REPRISE DU TOURISME JUSQU'EN 2025P6

PROBLEME DE POUVOIR D'ACHAT : DES FRANÇAIS RENONCENT A PARTIR EN VACANCES P7

03 **CORSE** P8

« L'OFFICE A UNE RESPONSABILITE POUR LES GENERATIONS FUTURESP8

LES PREMIERES ASSISES DE LA MER AU PALAIS DES CONGRESP9

TOURMAG DU 19/10

FUTUROSCOPIE : L'HOTELLERIE DIFFUSE OU DISPERSÉE, UNE SOLUTION D'AVENIR ?

https://www.tourmag.com/Futuroscopie-l-hotellerie-diffuse-ou-dispersee-une-solution-d-avenir-%F0%9F%94%91_a115859.html

A l'heure où la sensibilité environnementale n'a jamais été aussi élevée et où l'industrie touristique cherche des solutions pour ne pas se faire remarquer, le concept des « auberges diffuses » mis au point par l'Italie il y a déjà quelques années pourrait être d'autant plus pertinent que les villages à vendre dans notre pays et en Europe sont légions. De plus, ces hôtels devraient flirter avec un certain goût de l'insolite. Une tendance ancienne mais remise en valeur aujourd'hui.

Une collection de suites, toutes différentes, au design contemporain et élégant, des adresses confidentielles, dans le centre des villes et une décoration exclusive dans un cocon urbain pour se retrouver ... » C'est à quelques mots près comme cela que sont décrites les chambres de MiHotel.

Comme son nom l'indique, MiHotel, c'est un hôtel à moitié. Ce sont donc avant tout des chambres, voire des suites haut de gamme, mais dont la particularité est de ne pas faire partie d'une construction unique. Au contraire, ces chambres sont disséminées à travers une ville.

La ville de Lyon en compte une trentaine. Certaines des suites (au sein de l'Hôtel Particulier Gailleton) sont même équipées d'une cuisine américaine pour permettre à leurs occupants une plus grande autonomie.

Et, pour prouver leur ouverture sur le monde et leur volonté de satisfaire toutes les demandes, il y a même des suites accessibles aux personnes à mobilité réduite ainsi que d'autres adaptées aux clientèles d'affaires auxquelles est proposé un kit BusinessSuite comprenant un partenariat avec organisateurs de séminaires et événements.

Pour se développer, des levées de fonds dont la dernière au printemps 2018 a atteint 2.8 millions d'euros ont permis à MiHotels de prolonger l'aventure.

Enso Ango inaugure cette nouvelle génération au Japon

Au Japon, on trouve ce même style de concept avec l'hôtel Enso Ango, le premier hôtel dispersé du pays, installé à Kyoto. Dispersé, mais haut de gamme.

Là aussi, la décoration intérieure des 86 chambres, faites de murs blancs et d'éléments boisés, a été pensée pour offrir une expérience zen aux hôtes. Le minimalisme s'étend aux cinq bâtiments, imaginés par des designers suisses et japonais. Salle de sport dernier cri et œuvres d'artistes contemporains côtoient tatamis et panneaux coulissants.

Avec un plus : cet hôtel offre un restaurant. Si bien que pour le rejoindre depuis sa chambre, il faut marcher quelques minutes dans le centre-ville. Pour les auteurs du concept, c'est une occasion d'admirer le patrimoine urbain, son animation ou de s'arrêter devant une vitrine et de faire un brin de shopping.

On est donc toujours sur le même concept : faire sortir le client de sa bulle et s'ouvrir au territoire. Car, Enso Anjo cherche également à redynamiser l'économie locale et à créer du lien social. Dans les prochaines années, si le premier établissement de Kyoto fait ses preuves, ses fondateurs comptent créer sept autres hôtels de ce type au Japon.

Amsterdam investit les maisons d'éclusiers

Dans la capitale néerlandaise en proie à une massification touristique insupportable qui l'a obligée à prendre des mesures drastiques, le concept est plus élaboré, différent en tout cas dans la forme.

En effet, ce sont des bâtiments du patrimoine ordinaire, des maisons d'éclusiers dont certaines datent du XVIIe siècle qui ont été transformées en chambres d'hôtels offrant non seulement un excellent confort mais aussi et surtout une situation, une vue imprenable et une authenticité indiscutable.

Au nombre de 28, ces petites maisons isolées les unes des autres le long des canaux, sont commercialisées sous la marque de SWEETS hotels.

D'autres éléments du patrimoine devraient aussi être investis et offrir un hébergement touristique original capable de séduire une clientèle un brin élitiste recherchant à la fois le confort et le service hôtelier, tout en tentant d'éviter la proximité avec d'autres clientèles touristiques.

Italie : « l'albergo diffuso »

En Italie, le concept d'« albergo diffuso » n'est pas nouveau. Il a permis il y a déjà une vingtaine d'années de requalifier en chambres d'hôtels, un habitat rural abandonné. Il existe même une association nationale d'« Alberghi diffusi », dont la charte exige qualité, unité culturelle du territoire, services et surtout présence d'une population locale.

Il est en effet important pour les italiens de ne pas muséifier l'hôtellerie. La vie locale doit être préservée. A Semproniano dans le sud de la Toscane, les chambres de l'hôtel Borgo di Sempronio par exemple sont éparpillées le long des rues pavées du village construit vers la fin du Moyen Age. Elles n'en sont pas moins parfaitement contemporaines tout en offrant une touche raffinée d'authenticité.

En Suisse, le village de Corippo est en train de construire un hôtel dispersé de 60 cottages. Dans les deux cas, restaurants, salons, offres d'activités complètent le séjour très apprécié par les familles en général.

Autres exemples légèrement différents, dans les villes italiennes, il n'est pas rare de trouver de superbes chambres d'hôtels au milieu d'un immeuble d'habitations. L'enseigne est inexistante ou à peine signalée. Les réceptions et points d'accueil n'apparaissent pas ou sont confondus avec la conciergerie de l'immeuble.

Refaites à neuf, élégantes, parfois luxueuses, ces chambres ont un avantage : elles sont plus économiques que celles des hôtels traditionnels mais, leur clientèle touristique ne dérange-t-elle pas la clientèle résidente ? En milieu urbain, la question mérite d'être posée.

Privées mais connectées

Enfin, comment se fait l'accueil dans tous ces établissements dispersés ? Eh bien, la technologie aidant, la conciergerie est digitale. On ouvre la porte avec un code barre ou un code fourni au moment de l'accueil.

Idem pour l'éclairage, le chauffage, éventuellement l'accompagnement musical et toutes les demandes de services petits-déjeuners, repas, boissons, voituriers ou guides locaux.

Tout a donc été pensé, testé, vérifié, validé par la clientèle. Et, cela marche. Une bonne nouvelle pour le tourisme durable qui n'aura pas à supporter de nouvelles constructions risquant de polluer le paysage !

La tentation des villages à vendre : la copropriété marche

Mais où peut-on encore développer un tel concept ? En France, et en Europe, nous avons la chance de compter encore des milliers de hameaux à vendre.

Depuis l'exode rural de l'après-guerre, ces hameaux désertés par leurs habitants partis travailler en ville ont constitué une manne pour les entrepreneurs courageux tentés par l'aventure « verte » ou tout simplement par la rénovation d'une résidence secondaire.

Vendu massivement, ce patrimoine de plus en plus vieillissant connaît un regain de popularité depuis la pandémie et un nouveau départ d'urbains vers les campagnes et se transforme souvent en partie en gîtes et autres chambres d'hôtes.

Mais, on peut aussi se souvenir que Pierre Cardin s'était offert une quarantaine d'habitations dans le village de Lacoste dans le Lubéron qu'il a entièrement rénovées pour en faire un village culturel.

L'acteur américain Johnny Depp quant à lui s'était offert un hameau dans le village varois du Plan-de-la Tour, avant de le remettre en vente...

... Dernier point, comme le souligne le Figaro Immobilier, la copropriété est devenue à la mode. Ainsi, lancée par Dartagnans, les mousquetaires du patrimoine et du crowdfunding, une campagne de financement a permis à 5000 internautes d'acquérir une petite part d'un château située à une heure de Paris dans l'Oise : 500 000 euros ont été récoltés avec des participations à un peu moins de 60 euros.

De quoi faire des résidences secondaires ou de l'habitat touristique... un brin insolite.

LA QUOTIDIENNE DU 20/10

POURQUOI LA GUERRE EN UKRAINE VA PLOMBER LA REPRISE DU TOURISME JUSQU'EN 2025

<https://www.laquotidienne.fr/pourquoi-la-guerre-en-ukraine-va-plomber-la-reprise-du-tourisme-jusquen-2025/>

Le trafic aérien en Europe ne retrouvera les niveaux qu'il avait enregistré en 2019, qu'après l'année 2024, selon une nouvelle prévision de trafic aérien sur sept ans, publiée ce lundi par Eurocontrol, l'organisme européen en charge de la sécurité et de la navigation aérienne sur le continent.

Cette prévision, qui met à jour et étend celle faite en juin dernier avant la saison estivale, établit trois scénarios possibles, le plus optimiste montrant une reprise par rapport aux niveaux de 2019 au cours de l'année 2023 et le plus pessimiste avec une reprise attendue qui durerait jusqu'après l'année 2028.

Le scénario de base le plus probable pour l'organisation européenne prévoit que la reprise du trafic aérien sur le continent n'arrivera qu'en 2025, lorsque 11,2 millions de vols seraient atteints.

« Nous avons constaté une forte demande cet été, mais elle a été freinée, à la fois par l'incapacité du secteur à gérer une croissance rapide et par l'impact de la guerre en Ukraine », a déclaré le PDG d'Eurocontrol, Eamonn Brennan.

Déjà 9,3 millions de vols

L'organisation prévoit d'enregistrer environ 9,3 millions de vols cette année, soit 49 % de plus qu'en 2021, mais toujours 16 % de moins qu'en 2019, où 11,1 millions avaient été atteints.

« Nous sommes optimistes quant à la reprise du trafic à environ 92 % des niveaux de 2019 l'année prochaine. Mais il existe encore d'importants risques baissiers qui pourraient affecter la reprise pour les années à venir », a averti Brennan.

L'agence envisage trois scénarios possibles. Le scénario le plus positif prévoit une croissance modérée du PIB, un impact limité de l'inflation sur la demande, une bonne confiance des passagers et des contraintes de capacité limitées en 2023 dans les aéroports et les compagnies aériennes.

Le scénario de base prévoit un PIB faible, une inflation (y compris les prix du carburéacteur) ayant un impact sur la demande, ainsi qu'une baisse de la confiance des passagers dans l'avion.

Le pire des scénarios prévisionnels anticipe plusieurs risques pour le trafic aérien européen, dont plusieurs États en récession, une demande de voyages assez affectée par l'inflation, le retour du Covid ou les préoccupations environnementales, ainsi que des problèmes de capacité ou d'effectifs tant dans les compagnies aériennes que dans les aéroports en 2023.

ECHO TOURISTIQUE DU 20/10

PROBLEME DE POUVOIR D'ACHAT : DES FRANÇAIS RENONCENT A PARTIR EN VACANCES

<https://www.lechotouristique.com/article/probleme-de-pouvoir-dachat-des-francais-renoncent-a-partir-en-vacances>

Avant chaque période de congés scolaires, Here et l'Institut CSA sondent les Français sur leurs projets de départ en vacances. A quelques jours de la Toussaint, la 4e vague du Baromètre révèle que bien qu'un quart des Français (26%) envisage de partir, la tendance est au petit budget.

« Dans une période inflationniste aggravée par une pénurie de carburant, 37% des Français déclarent que leurs arbitrages en matière de vacances sont impactés par la situation actuelle », explique un communiqué. 25% déclarent qu'ils ont revu leur budget à la baisse pour des questions de pouvoir d'achat. Et 13% ont même totalement abandonné l'idée de partir.

Ce constat, qui concerne toutes les classes sociales, se faisait déjà sentir cet été, poursuit le communiqué. Pour rappel, 15% des Français indiquaient avoir particulièrement surveillé leur budget pour la saison estivale 2022. L'étranger pour 22% des intentionnistes

Pour les prochaines vacances, 26% des Français interrogés déclarent avoir planifié un séjour d'au moins 3 nuitées[2] que ce soit dans un hébergement payant ou gratuit. Des chiffres au niveau de ceux des vacances d'hiver (29%) mais bien en dessous de ceux des vacances de printemps (44%) et d'été (55%).

Parmi ces Français qui ont l'intention de partir, la France, (métropole et Dom-Tom) reste la destination favorite à 79% : la Bretagne concentre 9% des intentions de séjour; la Nouvelle-Aquitaine, l'Occitanie, l'Auvergne-Rhône-Alpes 8%; et la PACA (7%).

Par ailleurs, 22% des intentionnistes ont tout de même prévu de partir à l'étranger. L'Europe reste, pour cette période, la destination la plus favorisée. Avec toujours l'Italie et l'Espagne comme destinations de prédilection (respectivement 4% et 3%).

Le sondage a été mené en ligne par l'institut CSA du 11 au 12 octobre, auprès d'un échantillon représentatif de 1 008 Français âgés de 18 ans et plus. Soit après une semaine de grève des raffineries pétrolières.

CORSE MATIN DU 20/10

« L'OFFICE A UNE RESPONSABILITE POUR LES GENERATIONS FUTURES »

« L'Office a une responsabilité pour les générations futures »

Depuis deux semaines, Joseph Magnavacca est le nouveau directeur de l'Office de l'environnement de la Corse (OEC). Pour le Cortenais, c'est l'aboutissement d'un projet professionnel imaginé sur les bancs de la fac. Et le commencement d'une mission aux multiples facettes

A 51 ans, Joseph Magnavacca entame une nouvelle carrière, dans le fauteuil de directeur de l'OEC.

À la suite d'un parcours qui l'a mené de ministères en hôpitaux, jusqu'à l'Agence régionale de santé où il était directeur du médico-social, de la veille sanitaire et de la santé environnementale, il intègre aujourd'hui l'institution qu'il visait déjà quand, il y a trois décennies, il apprenait son droit à l'Université de Corse.

Un choix du cœur donc, mais aussi une vraie mission qu'il lui faudra mener sur plusieurs fronts, à la tête d'un office fort de neuf services et d'une multitude de champs d'action, dont le passé récent a connu quelques chaos et dont les prérogatives cernent aujourd'hui des enjeux vitaux pour la Corse, et toute la planète.

Si l'on devait d'abord redéfinir précisément les missions et compétences de l'Office...

Son rôle premier, c'est de coordonner la politique régionale de l'environnement, et de participer avec les partenaires à la mise en œuvre de cette politique dans différents domaines comme la protection et la gestion des espaces, des équilibres naturels, des espèces végétales et animales insulaires et endémiques, la protection des milieux aquatiques et des ressources en eau, la lutte contre les pollutions et les nuisances et notamment l'élimination des déchets et le traitement des eaux usées, l'information et la connaissance des milieux, etc. Nous avons aussi une mission très importante, et qui m'est très chère, qui est l'éducation et la sensibilisation à l'environnement.

Vous concernant directement, de l'ARS à l'OEC, il n'y a qu'un pas ?



JEANNOT FILIPPI

Parmi ses missions, l'éducation et la sensibilisation à la protection de l'environnement.

Je suis Cortenais et j'ai un attachement affectif à l'Office parce que je l'ai vu grandir.

Quand l'opportunité s'est présentée de rentrer, j'ai sauté sur l'occasion. C'était une volonté depuis très longtemps, mon projet quand j'avais vingt ans. Mais je suis aussi venu parce qu'on m'en a donné l'envie. Le président, Guy Armanet, a une vision très claire des choses, il veut faire beaucoup de choses et il a raison. Sa personnalité et sa volonté ont aussi été importantes dans mon choix. Il maîtrise les sujets, il a une

stratégie. Il y a eu un alignement des planètes.

Des chantiers en priorité ?

Nous en avons de très importants à mener. Parce que la Corse est une île à vocation touristique très forte, avec des millions de visiteurs chaque année, ce qui pose des problèmes en termes de fréquentation, d'importation de maladies émergentes et d'espèces exotiques, comme le crabe bleu... C'est pour cela que l'on doit avoir une politique ambitieuse pour concilier protection de l'envi-

ronnement et tourisme pour les générations futures. Et c'est difficile.

Vous insistez aussi particulièrement sur l'enjeu climatique...

Les herbiers de posidonie et les tourbières sont des pièges à carbone. Dans le monde, 3 % de tourbières captent 30 % du carbone et il y a plus d'herbiers de posidonie en Corse que dans le reste de la Méditerranée. Si l'on détruit ces écosystèmes, on libère le carbone et on renforce l'effet de serre. Il faut donc protéger les

posidonies, pas seulement parce que c'est une espèce remarquable, mais parce qu'il y a un vrai enjeu climatique. C'est pour cela qu'au-delà de la protection des espaces remarquables, nous avons une responsabilité pour nos générations futures - en Corse - et pour les autres. J'en reviens là à notre mission de sensibilisation et d'éducation à l'environnement.

Après des scolaires, notamment ?

Où, mais pas seulement. On parle de toute la population.

Et sur le front des déchets ?

Le développement de l'économie circulaire est l'un des objectifs du président. On parle souvent des déchets et du tri, c'est bien, mais ça ne suffit pas. Et l'on peut diminuer le tonnage produit grâce à l'économie circulaire. Il y a des politiques à mettre en place dans toute la société corse, on en revient toujours à la sensibilisation et à l'éducation. Et cela peut aussi toucher la silver économie, comme c'est déjà pratiqué dans certains pays, et favoriser la création d'emplois. L'enjeu demeure de diminuer le tonnage de déchets produit.

Le sujet des réserves naturelles revient lui aussi régulièrement sur la table...

Leur préservation implique une multiplicité d'acteurs qui veulent bien évidemment aller tous dans le même sens. Il faut une coordination, qui est déjà très forte sur le terrain avec les équipes, avec le Parc naturel régional de Corse, notamment. Il y a des choses à améliorer et nous avons des marges de manœuvre significatives.

Vous affirmez que la Corse a un rôle majeur à jouer en Méditerranée.

Il faut dépasser le stade micro et passer au stade macro. La Corse est l'un des poumons du monde, et a un rôle à jouer qui dépasse la simple protection de la faune et de la flore. C'est une réalité objectivée par les données scientifiques. Si nous avons des scientifiques internationaux qui viennent travailler ici, ce n'est pas pour rien. Et tout cela fait partie des missions de l'Office de l'environnement.

PROPOS RECUEILLIS PAR MORGANE QUILICHINI

Les premières assises de la mer au Palais des congrès

Elles auraient dû se tenir en 2020, mais la pandémie a déjoué les plans de l'office de l'environnement de la Corse (OEC). Puis en 2021, avant un nouveau report. C'est finalement aujourd'hui que les premières assises de la mer vont se dérouler au Palais des congrès.

« Cette manifestation réunira l'ensemble des acteurs des filières pêche et aquacole, du nautisme, de la plaisance mais également tous les intervenants qui œuvrent en faveur de la dépollution et de la défense de la biodiversité.

À l'occasion de cette journée, des décideurs issus des secteurs public et privé se retrouveront afin d'aborder les enjeux qui les concernent, partager leurs expériences et apporter leur vision », détaille la communication de l'OEC.

Des ateliers en lien avec une actualité brûlante

Dès 9 heures ce matin, après les traditionnels accueils et discours introductifs, plusieurs ateliers seront organisés avec les professionnels des secteurs concernés. Le premier abordera la problématique de la pêche et de l'aquaculture dont l'état des lieux aura été présenté en amont. Dans un contexte de raréfaction de la ressource, et à l'heure où le maintien de la ferme aquacole de la Parata est en discussion, les débats et animations s'ancreront dans une actualité brûlante.



L'aquaculture notamment sera au cœur des débats.

FLORENT SELVINI

La connaissance scientifique, la gestion de la biodiversité et de la ressource halieutique feront l'objet d'un deuxième atelier, destiné à dresser un bilan et à présenter les perspectives de la filière, avant une pause méridienne.

L'après-midi, un troisième atelier sera consacré à la plaisance et l'environnement. Des travaux toujours relatifs à une actualité sensible, à l'heure où la surfréquentation de sites comme les Lavezzi ou Scandola soulève de plus en plus de protestations.

Ils feront l'objet, en guise de

restitutions théoriques et d'une synthèse des débats. « Cet événement majeur a l'ambition de regrouper, en un même lieu, et pour la première fois, les producteurs et organisations de producteurs, les distributeurs (grossistes, grandes et moyennes surfaces, restauration collective, restauration, groupements de poissonneries...), les collectivités, les scientifiques, les gestionnaires d'aires marines protégées, les administrations de l'État ainsi que les entreprises de services (conseil, certification, services financiers...) », se félicite l'OEC.

Déroulé

9 h : Ouverture des portes
9 h 40 : Discours
10 h 45 : Atelier n° 1, La pêche et l'aquaculture ;
Atelier n° 2 : gestion de la biodiversité et de la ressource halieutique
14 h 30 : Atelier n° 3 : Plaisance et Environnement
16 h 30 : Restitution en ateliers
17 h : Synthèse des débats

Atc.corsica